

COLLOQUE

Gouverner les corps et les conduites

Ce colloque organisé par le Réseau Jeunes chercheurs en sciences sociales sur le VIH/Sida et le groupe Traitements et Contraintes se déroulera les 15 et 16 octobre 2020 à l'ENS de Lyon.

« Gouverner par » les instruments, les nombres, l'écoute, les cartes, les finances publiques, les labels, les accommodements, les fichiers, les honneurs, la science, la proximité, le temps, les prix...¹ Le chantier de la "gouvernementalité" ouvert par Michel Foucault (2004) a suscité de nombreux développements théoriques dans diverses disciplines (Berlivet, 2013), qui en révèlent toute la dimension heuristique pour les sciences sociales. Seize ans après *Le gouvernement des corps* (Fassin & Memmi, 2004), ce colloque vise à réinterroger les usages de cette notion permettant d'analyser des phénomènes sociaux.

Alors que le « *gouvernement de* » insiste sur l'objet gouverné (ou à gouverner), et crée donc une dichotomie entre gouvernant.e(s) et gouverné.e(s), « *gouverner par* » porte davantage sur les instruments d'évaluation mobilisés comme techniques de gouvernement, créateurs de normes et, par opposition, de déviances à l'ordre instauré. Il s'agit de questionner la manière dont les sciences sociales mobilisent et se réapproprient ces deux faces de la notion. Ce colloque propose d'en éclairer les enjeux selon les ancrages disciplinaires et théoriques, les échelles d'analyse, les objets d'étude, les espaces et les temporalités (politiques, institutionnelles, historiques, de la recherche...).

Permanences et mutations d'un dualisme gouvernants/gouvernés

Un premier axe de réflexion vise à interroger la permanence d'un dualisme strict entre « gouvernants » et « gouvernés ». Ces deux pôles ne peuvent-ils pas être plutôt saisis par leurs mutations et leurs dynamiques ? Parce qu'« il n'y a pas de pouvoir mais des rapports de pouvoir » (Foucault, 2004), la perspective foucauldienne remet en question cette opposition et permet d'en penser la réversibilité ou du moins l'ambivalence. Les communications pourront réfléchir aux usages et mobilisations hétérogènes de ces concepts, ainsi qu'aux enjeux de la caractérisation des réalités étudiées : doit-on, par exemple, parler de gouvernants/gouvernés ou de dominants/dominés (Bourdieu, 1980) ? Cette interrogation s'avère particulièrement productrice de sens si l'on tient compte du contexte néolibéral dans lequel elle s'insère (Dardot & Laval, 2010) et des redistributions ou dépossessions opérées dans les rapports de pouvoir et entre les individus (Laval, 2018 ; Biland, 2019). Les modalités de la relation entre gouvernants et gouvernés peuvent également s'appréhender à partir des instruments de l'action publique

¹ Cette énumération (non-exhaustive) fait référence à des publications récentes qui commencent toutes par l'indicatif « gouverner par... » : Lascoumes & Le Galès, 2004 ; Fassin, 2006 ; Ihl, 2004 ; Lascoumes, 2007 ; Desrosières, 2008 ; Marzouki & Simon, 2010 ; Bezes & Siné, 2011 ; Barrault, 2013 ; Bergeron, Castel & Dubuisson-Quellier, 2013 ; Déloye, Ihl & Joignant, 2013 ; Aust & Picard, 2014 ; Blanck, 2016 ; Noguez & Benoît, 2017.

(Dubuisson-Quellier, 2016) en ce sens qu'ils sont « porteurs de valeurs, nourris d'une interprétation du social et de conceptions précises du mode de régulation envisagé » (Lascoumes & Le Galès, 2004). Il s'agira d'interroger leur place et leur pluralité dans la conduite de l'action publique.

Catégoriser, quantifier, évaluer

Une deuxième piste de réflexion s'articule autour des catégories, des procédures et des instruments employés, à différentes échelles, pour quantifier, classer et évaluer les corps et les conduites. Les propositions de communication pourront porter sur le déploiement d'indicateurs visant à évaluer les dispositifs de politiques publiques, comme l'Hôpital (Bertillot, 2018) ou l'Université (Eyraud & al., 2011 ; Brusadelli & Lebaron, 2012). À une autre échelle, elles pourront questionner la façon dont les individus se saisissent eux-mêmes d'indicateurs et d'instruments, afin de s'auto-mesurer, se comparer, se transformer (Dagiral & al., 2019a ; Dagiral & al., 2019b ; Dalgalarondo & Fournier, 2019 ; Illouz, 2019). Les propositions de communication pourront également interroger la performativité de catégories, de pratiques de quantification et de classements (Desrosières & Thévenot, 1988 ; Hacking, 1995 ; Baudot, 2016 ; Trachman & al., 2018) ou, à l'aune de nouveaux objets d'étude, prolonger les réflexions sur le double enjeu des statistiques comme outil de preuve et outil de gouvernement (Desrosières, 2014). Enfin, en prenant le contre-pied des propositions précédentes, des contributions pourront s'intéresser à ce qui échappe à ces pratiques de catégorisation et de quantification, à ce que l'on (se) refuse de compter, à ce que l'on n'imagine pas évaluer, à ce que l'on évite de nommer.

Se dire ou être dit : une injonction à la mise en récit de soi

Ce troisième axe de réflexion porte sur les récits de soi sollicités par les institutions. Il s'agit de prolonger les réflexions engagées sur l'avènement d'une société biographique dans laquelle les individus sont tenus de se raconter (Darmon, 2008 [2003] ; Memmi, 2003 ; Fassin & Memmi, 2004) et, s'ils souhaitent accéder à des prestations sociales, d'insérer leurs récits dans des rhétoriques, comme le « mérite » (Fassin, 2001), l'« autonomie » (Lahire, 2007 [2005]) ou le « projet » (Boltanski & Chiapello, 1999 ; Cayouette-Remblière, 2016 ; Mahi, 2018). Ces « injonctions biographiques » (Astier & Duvoux, 2006 ; Duvoux, 2009) sont au fondement de nombreuses politiques sociales et traversent ainsi une pluralité de scènes dont il s'agirait de poursuivre l'exploration. Comment ces injonctions au récit sont-elles intériorisées ou mises à distance par les usagers (et/ou réciproquement par les agents institutionnels) au regard de leurs dispositions, de leurs trajectoires sociales ? Les propositions de communication pourront aussi interroger des processus cognitifs engagés par les individus tels que la disposition à la réflexivité (Archer, 2012 ; Coutant, 2008), le développement personnel (Brunel, 2008 ; Marquis, 2015) ou le travail émotionnel (Hochschild, 2017 [1983]).

Corps dans les institutions, corps institués

Ce quatrième axe de réflexion vise à décrire la variabilité avec laquelle les individus sont travaillés par les institutions, mais aussi comment ils les transforment en retour. Les communications pourront prolonger les réflexions analysant comment certaines institutions, qu'elles soient « totales » (Goffman, 1961), « disciplinaires » (Foucault, 1975), ou « enveloppantes » (Darmon, 2013), produisent certains corps et certaines conduites. Les communications pourront également interroger la « production du consentement » des individus (Burawoy, 2015) par des institutions où des marges de liberté sont certes négociables mais également prises dans des rapports de pouvoir (Sempé & al., 2007). Par ailleurs, les communications pourront s'attacher à décrire comment certains usagers de ces institutions acquièrent une expertise sur les savoirs dont ils sont l'objet, à l'instar de l'émergence des patients-experts dans le champ du VIH/SIDA (Epstein, 1996 ; Gelly & Pavard, 2016 ; Lochard & Simonet, 2009 ; Barbot, 2002). Enfin, les communications pourront également explorer comment les individus négocient la gestion de leurs insertions sociales en dehors de ces institutions (Baszanger, 1986).

* * *

Les propositions de communication s'inscriront dans un ou plusieurs de ces 4 axes. Elles pourront également aborder des questions méthodologiques en lien avec la thématique du colloque. L'appel à communication s'adresse aux chercheuses et chercheurs de l'ensemble des disciplines des sciences sociales (anthropologie, droit, géographie, histoire, philosophie, science politique, sociologie, etc). Une publication est envisagée à l'issue du colloque.

Modalités pratiques

Les résumés des propositions de communication, de 500 mots maximum, sont attendus pour le **2 mai 2020** et doivent :

- Comporter un titre ;
- Indiquer le nom du ou des auteur.e.s et de leur(s) institution(s) de rattachement (affiliations complètes) ;
- Préciser le matériau sur lequel s'appuie le propos ;
- Être envoyés à l'adresse suivante : colloque.gouvernement@gmail.com.

Les propositions seront évaluées par le comité scientifique et les réponses seront envoyées par mail **mi-juin 2020**.

Pour toute question relative à l'événement ou demande de précisions vous pouvez contacter : iris.condamine@inserm.fr ou marina.silva.duarte@gmail.com

Comité d'organisation : Cyriac Bouchet-Mayer ([SantÉSIH](#)), Iris Condamine-Ducreux ([Cermes3](#)), Laura Delcourt ([CeRIES](#)), Marina Duarte ([LEGS](#)), Julia Legrand ([Cermes3](#)), Lara Mahi ([Centre Max Weber](#)), Alexandre Michel ([Cermes3](#)), Isaora Rivierez ([Cerlis](#)), Théo Sabadel ([Triangle](#)).

Comité scientifique : Luc BERLIVET (Cermes3, CNRS), Jean-François BERT (IHAR, Université de Lausanne), Marianne BLIDON-ESNAULT (CRIDUP, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne), Yasmine BOUAGGA (Triangle, CNRS), Flavien BOUTTET (APEMAC, Université de Lorraine), Christophe BROQUA (Institut des mondes africains, CNRS), Baptiste BROSSARD (College of Arts and Social Sciences, Australian National University), Fanny CHABROL (CEPED, IRD), Gilles CHANTRAINE (Clersé, CNRS), Philippe COMBESSIE (Sophiapol, Université Paris Nanterre), Mathilde DARLEY (CESDIP, CNRS), Christine DETREZ (Centre Max Weber, ENS de Lyon), Eric FASSIN (LEGS, Université Paris 8), Sylvain FERREZ (SantÉSIH, Université de Montpellier), Nicolas FISCHER (CESDIP, CNRS), Virginie GAUTRON (Laboratoire Droit et Changement Social, Université de Nantes), Gabriel GIRARD (SESSTIM, INSERM), Miriam GROSSI (Centro de Filosofia e Ciências Humanas, Universidade Federal de Santa Catarina), Laure HADJ (CURAPP-ESS, Université Picardie Jules Verne), Marie JAUFFRET-ROUSTIDE (CERMES3, Université Paris Descartes), Martine KALUSZYNSKI (Pacte, CNRS), Frédéric LE MARCIS (Triangle, ENS de Lyon), Stéphane LEROY (ESO, Université d'Angers), Lara MAHI (Centre Max Weber, Université Jean Monnet), Dominique MEMMI (CRESPPA, CNRS), Julie MINOC (Printemps, Université de Versailles Saint-Quentin), Cindy PATTON (Faculty of Sociology and Anthropology, Simon Fraser University), Pascale PICHON (Centre Max Weber, Université Jean Monnet), Sacha RAOULT (LDPSC, Université Aix-Marseille), Ranabir SAMADDAR (Distinguished Chair in Migration and Forced Migration Studies, Calcutta Research Group), Barbara STIEGLER (Sciences Philosophie Humanités, Université Bordeaux-Montaigne), Emmanuel TAÏEB (Triangle, Sciences Po Lyon), Tonya TARTOUR (Centre de sociologie des organisations, Sciences-Po), Gaëtan THOMAS (Centre de recherches historiques, EHESS), Lars THORUP LARSEN (Department of Political Science, Aarhus University), Frieder VOGELMANN (Social Sciences Department, Frankfurt University).

Cet événement bénéficie du soutien de l'Agence Nationale de Recherche sur le Sida (ANRS), Maison des Sciences de l'Homme : les Sciences Unies pour un autre Développement (MSHSud), du laboratoire Santé Éducation et Situations de Handicap (SantESiH), du laboratoire Triangle, du Centre de Recherche « Individus, Épreuves Société » (CeRIES)

Bibliographie

ARCHER M. S., *The reflexive imperative in late modernity*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

ASTIER I., DUVOUX N., *La société biographique : une injonction à vivre dignement*, Paris, L'Harmattan, 2006.

AUST J., PICARD E., « Gouverner par la proximité. Allouer des fonds à des projets de recherche dans les années 1960 », *Genèses*, 2014, Vol. 94, n° 1, p.7-31.

BARBOT J., *Les Malades en mouvements. La médecine et la science à l'épreuve du sida*, Paris, Balland, 2002.

BARRAULT L., *Gouverner par les accommodements. Stratégies autour de la carte scolaire*, Paris, Dalloz, 2013.

BAUDOT P.-Y., « Le handicap comme catégorie administrative. Instrumentation de l'action publique et délimitation d'une population », *Revue française des affaires sociales*, 2016, n° 4, p. 63-87.

BASZANGER I., « Les malades chroniques et leur ordre négocié », *Revue Française de Sociologie*, 1986, Vol. 27, n°1, p. 3-27.

BERGERON H., CASTEL P., DUBUISSON-QUELLIER S., « Gouverner par les labels. Une comparaison de l'obésité et de la consommation durable », *Gouvernement et action publique*, 2014, Vol. 3, n° 3, p. 7-31.

BERLIVET L., « Les ressorts de la « biopolitique » : « dispositifs de sécurité » et processus de « subjectivation » au prisme de l'histoire de la santé », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2013/4, n°60-4/4 bis, p. 97-121.

BERTILLOT H., « Mesurer la qualité pour rationaliser l'hôpital. La genèse des indicateurs de qualité et de sécurité des soins en France », *Informations sociales*, 2018, Vol. 198, n° 3, p. 38-44.

BEZES P., SINE A., *Gouverner (par) les finances publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

BILAND É., *Gouverner la vie privée. L'encadrement inégalitaire des séparations conjugales en France et au Québec*, Québec, ENS Editions, 2019.

BLANCK J., « Gouverner par le temps. Cadres temporels du problème des déchets radioactifs et construction d'une irréversibilité technique », *Gouvernement et action publique*, 2016, Vol. 1, n° 1, p. 91-116.

BOLTANSKI L., CHIAPELLO E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

BOURDIEU P., *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980.

BRUNEL V., *Les managers de l'âme. Le développement personnel en entreprise, nouvelle pratique de pouvoir ?*, Paris, La Découverte, 2008.

BRUSADELLI N., LEBARON F., « Les indicateurs de « performance » universitaire. Outils statistiques de la privatisation de l'excellence », *Savoir/Agir*, 2012, Vol. 22, n°4, p. 97-104.

BURAWOY M., *Produire le consentement*, Montreuil, La ville brûle, 2015.

CAYOUILLE-REMBLIÈRE J., *L'école qui classe. 530 élèves du primaire au bac*, Paris, Presses universitaires de France, 2016.

COUTANT I., « Insertion socio-professionnelle et éducation morale de jeunes délinquants » dans MAUGER G., MORENO PESTAÑA J. L., ROCA I ESCODA M. (dir.), *Normes, déviances, insertion*, Genève, Zurich, Seismo, 2008, p. 127-144.

DAGIRAL É., LICOPPE C., MARTIN O., PHARABOD A.S., « Le Quantified Self en question(s). Un état des lieux des travaux de sciences sociales consacrés à l'automesure des individus », *Réseaux*, 2019a, Vol. 216, n°4, p. 17-54.

DAGIRAL É., DESSAJAN S., LEGON T., MARTIN O., PHARABOD A.S., PROULX S., « Faire place aux chiffres dans l'attention à soi. Une sociologie des pratiques de quantification et d'enregistrement aux différents âges de la vie », *Réseaux*, 2019b, Vol. 216, n°4, p. 119-156.

DALGALARRONDO S., FOURNIER T., « Introduction. Les morales de l'optimisation ou les routes du soi », *Ethnologie française*, 2019, Vol. 176, n°4, p. 639-651.

- DARDOT P., LAVAL C., *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2010.
- DARMON M., *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La Découverte, 2008 (2003).
- DARMON M., *Classes préparatoires. La fabrique d'une jeunesse dominante*. Paris, La Découverte, 2013.
- DELOYE Y., IHL O., JOIGNANT A. (dir.), *Gouverner par la science. Perspectives comparées*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2013.
- DESROSIÈRES A., *Gouverner par les nombres : l'argument statistique II*, Paris, Mines Paris-Tech, 2008.
- DESROSIÈRES A., *Prouver et gouverner : une analyse politique des statistiques publiques*, Paris, La Découverte, 2014.
- DESROSIÈRES A., THÉVENOT L., *Les catégories socio-professionnelles*, Paris, La Découverte, 1988.
- DUBUISSON-QUELLIER S. (dir.), *Gouverner les conduites*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2016.
- DUVOUX N., « L'injonction biographique dans les politiques sociales. Spécificité et exemplarité de l'insertion », *Informations sociales*, 2009, Vol 156, n°6, p. 114-122.
- EPSTEIN S., *Impure Science: AIDS, Activism, and the Politics of Knowledge (Medicine and Society)*, Berkeley, University of California Press, 1996.
- EYRAUD C., EL MIRI M., PEREZ P., « Les enjeux de quantification dans la LOLF. Le cas de l'enseignement supérieur », *Revue française de Socio-Économie*, 2011, Vol. 7, n°1, p. 147-168.
- FASSIN D., « Charité bien ordonnée. Principes de justice et pratiques de jugement dans l'attribution des aides d'urgence », *Revue française de sociologie*, 2001, Vol. 42, n°3, p. 437-475.
- FASSIN D., « Souffrir par le social, gouverner par l'écoute. Une configuration sémantique de l'action publique », *Politix*, 2006, Vol. 73, n°1, p. 137-157.
- FASSIN D., MEMMI D., (dir.), *Le gouvernement des corps*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2004.
- FOUCAULT M., *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.
- FOUCAULT M., *Dits et Écrits II*, Paris, Gallimard, 2004.
- GELLY M. & PAVARD B., « De la fabrique des militant-e-s à la fabrique des patient-e-s. Deux mobilisations des profanes : l'avortement (1972-1975) et le dépistage du sida (2007-2011) », *Genèses*, 2016, Vol. 102, n° 1, p. 47-66.
- GILBERT C., HENRY E., *Comment se construisent les problèmes de santé publique*, Paris, La Découverte, 2009.
- GILBERT C., HENRY E., « La définition des problèmes publics : entre publicité et discrétion », *Revue française de sociologie*, 2012, Vol. 53, n°1, p. 35-59.
- GOFFMAN E., *Asylums: Essays on the social situation of mental patient and other inmates*, New York, Anchor Books, 1961.
- HACKING I., « The looping effects of human kind » dans SPERBER D., PREMACK D. & PREMACK A. J. (dir.), *Symposia of the Fyssen Foundation. Causal cognition: A multidisciplinary debate*. New York, Clarendon Press/Oxford University Press, 1995, p. 351-394.
- HOCHSCHILD A. R., *Le Prix des sentiments : au cœur du travail émotionnel*, Paris, La Découverte, 2017 (1983).

IHL O., « Gouverner par les honneurs. Distinctions honorifiques et économie politique dans l'Europe du début du XIXe siècle », *Genèses*, 2004, Vol. 55, n° 2, p. 4-26.

ILLOUZ E. (dir.), *Les marchandises émotionnelles : l'authenticité au temps du capitalisme*, Paris, Premier Parallèle, 2019.

LAHIRE B., *L'esprit sociologique*, Paris, La Découverte, 2007 (2005).

LASCOURMES P., « Gouverner par les cartes », *Genèses*, 2007, Vol. 68, n°3, p. 2-3.

LASCOURMES P., LE GALES P., *Gouverner par les instruments*, Paris, Les Presses de Sciences-Po, 2004.

LAVAL C., *Foucault, Bourdieu et la question néolibérale*, Paris, La Découverte, 2018.

LOCHARD Y., SIMONET M., « Les experts associatifs, entre savoirs profanes, militants et professionnels », dans DEMAZIERE D. (dir.), *Sociologie des groupes professionnels. Acquis récents et nouveaux défis*. Paris, La Découverte, 2009, p. 274-284.

MAHI L., « La discipline médicale. Ethnographie des usages de normes de santé et de savoirs médicaux dans les dispositifs de la pénalité », Thèse de doctorat en sociologie, Nanterre, Université Paris Nanterre, 2018, 503 p.

MARQUIS N., *Du bien-être au marché du malaise. La société du développement personnel*, Paris, Presses Universitaires de France, 2015.

MEMMI D., *Faire vivre et laisser mourir : le gouvernement contemporain de la naissance et de la mort*, Paris, La Découverte, 2003.

MARZOUKI M., SIMON P., « Sous contrôle. Gouverner par les fichiers », *Mouvements*, 2010, Vol. 62, n° 2, p. 7-10.

NOUGUEZ E., BENOÎT C., « Gouverner (par) les prix. La fixation des prix des médicaments remboursé en France », *Revue française de sociologie*, 2017, Vol. 58, n° 3, p. 399-424.

SEMPÉ G., GENDRON M., BODIN D., « Le corps sportif en détention, entre contraintes et libération. Approche comparative franco-canadienne », *Corps*, 2007, Vol. 2, n° 1, p. 55-60.

TRACHMAN M., GELLY M., GIRARD G., « Défaire et refaire un groupe à risque. Objectivation et prévention du sida chez les homosexuels masculins à l'ère des antirétroviraux », *Population*, 2018, Vol. 73, n°4, p. 787-807.